

Droit européen des affaires :
**« Les libertés de circulation : Marchandises, Capitaux, Prestation de services,
Établissement et Travailleurs »**

Introduction

Partie I : L'Europe du « laissez passer »

Titre I : La prohibition des restrictions discriminatoires

Chapitre I : Champ d'application

Section I : Champ d'application territorial

I : Un élément d'extranéité

A : La libre circulation des marchandises

B : La liberté d'établissement et la libre circulation des travailleurs

C : La libre prestation de services

D : La libre circulation des capitaux

II : Une situation purement interne

A : Les douanes intérieures

B : Un effet potentiel sur le marché unique

Section II : Champ d'application matériel

I : La libre circulation des marchandises

A : Définition

B : L'absence de rattachement à une autre liberté

II : La libre circulation des acteurs économiques

A : Les acteurs visés

1 : Les travailleurs indépendants

2 : Les travailleurs subordonnés

B : La notion d'activité économique

III : La libre circulation des capitaux

Section III : Champ d'application personnel

I : Les sujets actifs

A : Les personnes physiques

B : Les personnes morales

1 : Une assimilation aux personnes physiques

2 : Le maintien de la personnalité morale

II : Les sujets passifs

A : Les entités publiques

1 : Les autorités nationales

2 : Les autorités européennes

B : Les entités privées

1 : Un effet direct horizontal

2 : La spécificité de la libre circulation des marchandises

Chapitre II : Le contenu de la prohibition

Section I : La notion de discrimination directe

I : Les exigences d'une Union douanière

A : Les droits de douanes et taxes d'effet équivalent

1 : Une prohibition absolue

2 : L'absence de régime dérogatoire

B : Les impositions intérieures discriminatoires

1 : La notion d'imposition intérieure

2 : Le refus du traitement national

a : La taxation des marchandises

b : La taxation des services

II : Les exigences d'un marché intérieur

A : Le rejet des discriminations en droit

1 : Le critère de la nationalité

a : Notion

b : Le refus du traitement national

2 : La comparabilité des situations

a : Méthode

b : Le critère de résidence et le droit fiscal

B : L'indifférence de l'objet et de l'effet de la norme

1 : L'objet de la norme

a : Le dépassement de la notion de réglementation commerciale

b : L'inopposabilité des compétences réservées aux États

2 : L'effet de la norme

a : Le rejet de la théorie *de minimis*

b : Un effet trop aléatoire et indirect

Section II : La notion de discrimination indirecte

I : La libre circulation des marchandises

A : Les impositions intérieures indirectement discriminatoires ou protectionnistes

1 : Une discrimination de fait

2 : Une mesure protectionniste

B : Les mesures non-fiscales

II : La libre prestation de services

III : La liberté d'établissement et de circulation des travailleurs

IV : La libre circulation des capitaux

Titre II : Les dérogations

Chapitre I : Un objectif légitime

Section I : Les dérogations textuelles

I : Des dérogations communes à l'ensemble des libertés

A : La préservation des intérêts essentiels de l'État

1 : Ordre public et sécurité publique

a : Ordre public

b : Sécurité publique

2 : Les emplois rattachés à la puissance publique

a : Un critère fonctionnel

b : Les professions juridiques

B : Santé publique

II : Des dérogations propres à la libre circulation des marchandises

A : La protection des trésors nationaux

B : La protection de la propriété industrielle et commerciale

- III : Des dérogations propres à la libre circulation des capitaux
 - A : La prise en compte d'exigences fiscales
 - B : Les relations avec les pays tiers
- Section II** : Les dérogations jurisprudentielles
 - I : La présence des principes généraux du droit
 - II : La prise en compte de tout intérêt légitime
 - A : Une liste non-exhaustive
 - B : Les motifs fiscaux
- Section III** : L'argument économique
 - I : Le rejet des considérations purement économiques
 - A : La préservation de l'économie nationale
 - B : La préservation de recettes fiscales
 - C : Le financement d'une politique d'intérêt général
 - II : La prise en compte de l'équilibre économique d'une activité d'intérêt général
- Chapitre II : Une mesure proportionnée**
 - Section I** : Le test d'efficacité
 - I : Définition
 - A : Cohérence
 - B : Adéquation
 - Section II** : Le test de proportionnalité stricto sensu
 - I : Définition
 - II : Illustrations
 - A : L'absence manifeste d'alternative
 - B : Le respect des principes généraux du droit

Partie II : l'Europe du laissez-faire

Titre I : L'entrave non-discriminatoire : le principe de reconnaissance mutuelle

Chapitre I : Le dépassement du traitement national

Section I : La libre circulation des marchandises : une liberté modèle

- I : L'arrêt Cassis de Dijon
 - A : Le principe du droit du pays d'origine
 - B : Le régime des marchandises en libre pratique
- II : La réaction du législateur européen

Section II : Libre prestation de services

- I : La remise en cause des conditions d'accès et d'exercice d'une activité
- II : L'encadrement des jeux d'argent et des paris sportifs
- III : La directive 2006/123

Section III : Liberté d'établissement et libre circulation des travailleurs

- I : La remise en cause des conditions d'accès et d'exercice d'une activité
- II : L'encadrement de l'activité pharmaceutique
- III : La directive 2006/123

Section IV : Libre circulation des capitaux

- I : La remise en cause des conditions d'investissement
- II : L'accès aux entreprises privatisées

Chapitre II : Vers un régime commun aux libertés de circulation ?

Section I : Entrave non-discriminatoire et droit du pays d'origine

- I : Libre circulation des marchandises
- II : Les autres libertés

- A : La libre prestation de services
- B : La liberté d'établissement et la libre circulation des travailleurs
- Section II : Monopoles commerciaux et monopoles de services**
- I : Distinction
- II : Le régime de l'article 37 TFUE
- Section III : Entrave non-discriminatoire et droit fiscal**

Titre II : Les aléas de l'entrave non-discriminatoire

Chapitre I : Le revirement de l'arrêt Keck et Mithouard

Section I : Une délimitation du champ matériel de l'entrave non-discriminatoire à la libre circulation des marchandises

I : Conditions de vente et modes de vente

A : Un revirement explicite

B : Illustrations

II : Une distinction contestable

Section II : Une absence de généralisation aux autres libertés de circulation

I : Libre prestation de services

II : Liberté d'établissement et libre circulation des travailleurs

III : Libre circulation des capitaux

Chapitre II : Un revirement contourné

Section I : Une interprétation extensive du concept de discrimination indirecte

I : Libre circulation des marchandises

A : L'encadrement des prix

B : L'encadrement de la publicité

C : L'encadrement de la vente à distance

II : Les autres libertés de circulation

A : L'encadrement des prix

B : L'encadrement de la publicité

C : L'antériorité de l'établissement

D : Les procédures d'octroi d'un marché

Section II : Le recours à la notion d'entrave à l'accès au marché

I : Libre circulation des marchandises

A : Les mesures inclassables

B : Les conditions et les modes de vente

II : Libre circulation des opérateurs économiques

III : Libre circulation des capitaux

Bibliographie :

G. Decocq - A. Decocq : Droit européen des affaires, L.G.D.J. 2010

C. Gavalda - B. Lecourt - G. Parleani : Droit des affaires de l'Union européenne, LexisNexis, 2015

L. Vogel : Traité de droit économique - Droit européen des affaires, tome 4, Bruylant, 2017

C. Barnard : The substantive law of the EU. The four freedoms, OxfordUniversity Press, 2016